

Nafeez Ahmed : L'effondrement du Venezuela est une illustration de la façon dont l'âge du pétrole...

Jancovici

[Go to the profile of Jancovici](#)

Posted on [June 17, 2019](#) by [energyskeptic](#) : http://energyskeptic.com/2019/nafeez-ahmed-venezuelas-collapse-is-a-window-into-how-the-oil-age-will-unravel/?fbclid=IwAR07XOgpNzuIaTlragJcg61Vj0McdSKJyc9HnTn369IB97cgf8xcbwgh_jo

Préface. Nafeez Ahmed est l'un des meilleurs journalistes-écrivains sur la crise énergétique et autres calamités biophysiques. Dans son livre "Failing States, Collapsing Systems BioPhysical Triggers of Political Violence", il explique pourquoi de nombreux États sombrent maintenant en partie à cause du pic pétrolier, mais aussi de la sécheresse et autres facteurs biophysiques. Dans ce texte il expose son point de vue sur la Vénézuéla, où la production de pétrole a atteint son maximum en 1997.

Ce qui s'est passé là-bas peut également se dérouler de la même manière aux États-Unis. Il est donc utile de lire comment des États, comme le Venezuela, sombrent si vous êtes curieux de votre avenir.

Alice Friedemann www.energyskeptic.com author of "[When Trucks Stop Running: Energy and the Future of Transportation](#)", 2015, Springer and "[Crunch! Whole Grain Artisan Chips and Crackers](#)". Podcasts: [Practical Prepping](#), [KunstlerCast 253](#), [KunstlerCast278](#), [Peak Prosperity](#), [XX2 report](#)

Nafeez Ahmed. 2019. [Venezuela's collapse is a window into how the Oil Age will unravel](#). medium.com

Pour certains, la crise vénézuélienne est due à la corruption endémique de Nicolás Maduro, poursuivant l'héritage brisé de l'expérience idéologique socialiste de Chavez sous l'influence de plus en plus insidieuse de Poutine. Pour d'autres, il s'agit de l'ingérence antidémocratique des États-Unis, qui veulent depuis des années ramener le Venezuela—avec ses énormes réserves de pétrole—dans la sphère d'influence américaine, et qui font à nouveau de l'ingérence pour saper un dirigeant démocratiquement élu en Amérique latine.

Aucune des deux parties ne comprend vraiment la véritable force motrice derrière l'effondrement du Venezuela : nous sommes entrés dans le crépuscule de l'âge du pétrole.

Comment un pays comme le Venezuela, qui possède les plus grandes réserves de pétrole brut au monde, finit-il par être incapable de les exploiter ? Bien que divers éléments du socialisme, de la corruption et du capitalisme néolibéral soient tous impliqués de diverses façons, ce dont personne ne parle—surtout l'industrie pétrolière mondiale—c'est qu'au cours de la dernière décennie, nous sommes passés à une nouvelle ère. Le monde est passé d'une extraction de pétrole brut facile et bon marché à une dépendance croissante à l'égard de formes non conventionnelles de pétrole et de gaz qui sont beaucoup plus difficiles et coûteuses à produire.

Le pétrole ne s'épuise pas, en fait, il est partout—nous en avons plus qu'assez pour faire frire la planète. Mais à mesure que le marché du pétrole facile et bon marché a plafonné, les coûts de production ont grimpé en flèche. En conséquence, le pétrole le plus cher à produire est devenu de moins en moins rentable.

Dans un pays comme le Venezuela, sorti d'une histoire d'ingérence américaine, marquée par une mauvaise gestion économique interne, conjuguée à l'intensification de la pression externe exercée par les sanctions américaines, ce déclin de la rentabilité est devenu fatal.

Depuis l'élection d'Hugo Chavez en 1999, les États-Unis ont continué d'explorer de nombreuses façons de s'ingérer dans son gouvernement socialiste et de le miner. Cela est conforme au bilan de l'interventionnisme ouvert et secret des États-Unis dans toute l'Amérique latine, qui a cherché à renverser des gouvernements démocratiquement élus qui sapent les intérêts américains dans la région, soutenu des régimes autocratiques de droite et financé, formé et armé des escadrons de la mort d'extrême droite complices du massacre gratuit de centaines de milliers de personnes.

Malgré la moralisation triomphante des médias occidentaux sur les échecs de l'expérience socialiste

vénézuélienne, il y a eu peu de réflexion sur le rôle de cette horrible politique étrangère antidémocratique américaine dans l'ouverture de la voie à une soif populiste nationaliste et indépendante d'alternatives au clientélisme soutenu par les Etats-Unis.

Avant Chavez

Le Venezuela était un allié de rêve pour les États-Unis, un modèle d'économie de marché libre et un grand producteur de pétrole. Avec les plus grandes réserves de pétrole brut au monde, le discours conventionnel est que son implosion actuelle ne peut être due qu'à une mauvaise gestion colossale de ses ressources intérieures.

Décrit en 1990 par le New York Times comme "l'une des démocraties les plus anciennes et les plus stables d'Amérique latine", le journal a prédit que, grâce à la volatilité géopolitique du Moyen-Orient, le Venezuela "est prêt à jouer un nouveau rôle de premier plan sur la scène énergétique américaine jusque dans les années 1990". A l'époque, la production pétrolière vénézuélienne contribuait à "compenser la pénurie causée par l'embargo sur le pétrole en provenance d'Irak et du Koweït" dans un contexte de hausse des prix du pétrole provoquée par le conflit en cours.

Mais le NYT avait camouflé une crise économique qui s'aggravait. Comme l'a noté Javier Corrales, expert de premier plan de l'Amérique latine, dans *ReVista : Harvard Review of Latin America*, le Venezuela ne s'était jamais remis des crises monétaires et de la dette qu'il avait connues dans les années 80. Le chaos économique s'est poursuivi pendant une bonne partie des années 1990, tout comme le Times avait célébré l'amitié de l'économie de marché avec les États-Unis, a expliqué M. Corrales : "L'inflation est restée indomptable et parmi les plus élevées de la région, la croissance économique est restée instable et dépendante du pétrole, la croissance par habitant a stagné, le taux de chômage a bondi et les déficits du secteur public ont persisté malgré des réductions continues des dépenses.

Avant l'ascension de Chavez, le système politico-partisan enraciné, si applaudi par les Etats-Unis et courtisé par des institutions internationales comme le FMI, s'effondrait essentiellement. "Selon un récent rapport de Data Information Resources à la Chambre de commerce vénézuélienne-américaine, au cours des 25 dernières années, la part du revenu des ménages consacrée à l'alimentation est passée de 28% à 72%", déplorait le New York Times en 1996. "La classe moyenne a diminué d'un tiers. On estime que 53% des emplois sont maintenant classés comme "informels"— dans l'économie souterraine— par rapport aux 33% de la fin des années 1970".

L'article du NYT rejette cyniquement toute la faute de l'aggravation de la crise sur les "largesses du gouvernement" et l'interventionnisme dans l'économie. Mais même ici, dans le sous-texte, le document reconnaissait un contexte historique de mesures d'austérité cohérentes soutenues par le FMI. Selon le NYT, même le président Rafael Caldera, soi-disant anti-assujéti à l'austérité— qui avait promis plus de "populisme financé par l'État" comme antidote à des années d'austérité du FMI— a fini par "négocier un prêt de 3 milliards de dollars avec le FMI" et "un deuxième prêt de taille non divulgué pour atténuer les conséquences sociales des difficultés qu'un accord avec le FMI pourrait imposer".

Il est donc commode que les dénonciations morales fortes et vertueuses de Maduro ignorent le rôle instrumental joué par les efforts américains pour imposer le fondamentalisme de marché en semant le chaos économique et social dans la société vénézuélienne. Bien sûr, en dehors des échos fanatiques de la Maison-Blanche de Trump et du New York Times, l'impact dévastateur des mesures d'austérité de la Banque mondiale et du FMI soutenues par les États-Unis est bien connu des économistes sérieux.

Dans un article pour la London School of Economics, l'économiste du développement Jonathan DiJohn, professeur à l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, a constaté que la "libéralisation économique soutenue par les Etats-Unis a non seulement échoué à relancer les investissements privés et la croissance économique, mais a également contribué à une aggravation de la distribution factorielle des revenus, qui a contribué à une polarisation croissante des politiques".

Les réformes néolibérales ont encore aggravé les structures politiques népotiques centralisées déjà existantes et vulnérables à la corruption. Loin de renforcer l'État, elles ont conduit à un effondrement du pouvoir régulateur de l'État. Les analystes qui reviennent à l'âge d'or du marché libre vénézuélien ignorent que, loin de réduire la corruption, " la déréglementation financière, les privatisations à grande échelle et les monopoles privés créent des rentes importantes, et donc des opportunités de recherche de rente/corruption "

Au lieu de conduire à des réformes économiques significatives, la néolibéralisation a empêché une véritable réforme et un pouvoir d'élite bien établi. Et c'est précisément ainsi que l'Occident a contribué à créer le

Chavez qu'il aime détester. Pour reprendre les mots de Corrales dans la Harvard Review : "l'effondrement économique et l'effondrement du système des partis sont intimement liés. L'échec répété du Venezuela à réformer son économie a rendu les politiciens en place de plus en plus impopulaires, qui à leur tour ont réagi en privilégiant les politiques populistes aux réformes réelles. Il en a résulté un cercle vicieux de déclin économique et politique des partis politiques, qui a finalement ouvert la voie à la montée de Chavez."

La fin du pétrole

S'il est aujourd'hui à la mode d'imputer l'effondrement de l'industrie pétrolière vénézuélienne au seul socialisme de Chavez, la privatisation du secteur pétrolier par Caldera n'a pas permis de prévenir le déclin de la production pétrolière, qui a atteint un pic en 1997 à environ 3,5 millions de barils par jour. En 1999, première année réelle de Chavez au pouvoir, la production avait déjà chuté d'environ 30%.

Un examen plus approfondi révèle que les causes des problèmes pétroliers du Venezuela sont légèrement plus compliquées que le même "Chávez l'a tué". Depuis le pic atteint autour de 1997, la production pétrolière vénézuélienne a diminué au cours des deux dernières décennies, mais ces dernières années, elle a connu une chute brutale. Il ne fait guère de doute que la mauvaise gestion de l'industrie pétrolière a joué un rôle dans ce déclin. Cependant, il existe un autre facteur fondamental, autre que la mauvaise gestion, que la presse a constamment ignoré dans ses reportages sur la crise actuelle du Venezuela : l'économie de plus en plus tendue du pétrole.

La majeure partie du pétrole vénézuélien n'est pas du pétrole brut classique, mais du "pétrole lourd" non conventionnel, un liquide très visqueux qui nécessite des techniques non conventionnelles d'extraction et de fluidité, souvent avec de la vapeur, et/ou son mélange avec des formes plus légères de brut dans le processus de raffinage. Le pétrole lourd a donc un coût d'extraction plus élevé que le brut normal et un prix de marché inférieur en raison des difficultés de raffinage. En théorie, le pétrole lourd peut être produit à des prix inférieurs au seuil de rentabilité, mais des investissements plus importants sont encore nécessaires pour y parvenir.

Les coûts plus élevés de l'extraction et du raffinage ont joué un rôle clé dans le fait que les efforts de production pétrolière du Venezuela sont de moins en moins rentables et non durables. Lorsque les prix du pétrole étaient à leur plus haut entre 2005 et 2008, le Venezuela a pu surmonter les inefficacités et la mauvaise gestion de son industrie pétrolière en raison de profits beaucoup plus élevés grâce à des prix entre 100 et 150 dollars le baril. Les prix mondiaux du pétrole ont grimpé en flèche alors que la production mondiale de pétrole brut classique commençait à plafonner, ce qui a entraîné un déplacement croissant vers des sources non-conventionnelles.

Ce changement mondial ne signifiait pas que le pétrole s'épuisait, mais que nous devenions de plus en plus dépendants de formes plus difficiles et plus coûteuses de pétrole et de gaz non conventionnels. La meilleure façon de comprendre ce changement est de recourir au concept de Taux de Retour Énergétique (TRE), mis au point principalement par le professeur Charles Hall, spécialiste de l'environnement à la State University of New York, un rapport qui mesure la quantité d'énergie utilisée pour extraire une quantité particulière d'énergie d'une ressource. Hall a montré qu'en consommant des quantités d'énergie de plus en plus grandes, nous utilisons de plus en plus d'énergie pour le faire, laissant moins "d'énergie excédentaire" à la fin pour soutenir l'activité sociale et économique.

Cela crée une dynamique contre-intuitive—même si la production augmente, la qualité de l'énergie que nous produisons diminue, ses coûts sont plus élevés, les profits de l'industrie sont réduits et l'excédent disponible pour soutenir la croissance économique continue, diminue. A mesure que l'énergie excédentaire disponible pour soutenir la croissance économique est comprimée, en termes réels, la capacité biophysique de l'économie à continuer d'acheter le pétrole même qui est produit diminue. La récession économique (en partie induite par l'ère précédente de flambée des prix du pétrole) interagit avec le manque d'accessibilité du pétrole, entraînant l'effondrement des prix du marché.

Cela rend les projets pétroliers et gazières non classiques les plus coûteux potentiellement non rentables, à moins qu'ils ne puissent trouver des moyens de couvrir leurs pertes au moyen de subventions externes, telles que des subventions gouvernementales ou des lignes de crédit prolongées. Et c'est la principale différence entre le Venezuela et des pays comme les États-Unis et le Canada, où les niveaux extrêmement bas d'EROI (TRE) pour la production ont été maintenus en grande partie grâce à des prêts massifs de plusieurs milliards de dollars—alimentant un boom énergétique qui est susceptible de prendre fin lorsque le dindon de la dette rentrera au bercail.

"Tout cela rappelle un peu la bulle Internet de la fin des années 1990, lorsque les sociétés Internet étaient appréciées en fonction du nombre de regards envieux qu'elles attiraient et non en fonction des profits

qu'elles étaient susceptibles de réaliser “, a écrit récemment Bethany McLean (encore une fois dans le New York Times), une journaliste américaine connue pour son travail sur la crise Enron. “Tant que les investisseurs étaient prêts à croire aux profits, tout fonctionnait—jusqu'à ce que ça n'ait plus marché.”

Un certain nombre de scientifiques ont déjà estimé que l'EROI de la production de pétrole lourd s'élève à environ 9:1 (avec une marge de variation à la hausse ou à la baisse selon la façon dont les intrants sont comptabilisés et calculés ; l'approche démodée mais probablement plus précise serait à la baisse, plus proche de 6:1 lorsque les coûts énergétiques directs et indirects sont examinés). Comparons cela à l'EROI d'environ 20:1 pour le brut conventionnel avant 2000, qui donne une indication du défi auquel le Venezuela était confronté—qui, contrairement aux États-Unis et au Canada, était entré dans l'ère Chavez issue de la dévastation néolibérale et l'expansion de la dette qui avait déjà rendu difficiles de nouveaux investissements ou subventions au secteur pétrolier du Venezuela.

En ce sens, le Venezuela était mal préparé à s'adapter à l'effondrement des prix du pétrole après 2014, comparativement à ses concurrents occidentaux plus richement dotés d'autres formes de pétrole et de gaz non conventionnels. Certes, l'effondrement de l'industrie pétrolière vénézuélienne ne peut être réduit à des facteurs géologiques, mais il ne fait guère de doute que ces facteurs et leurs ramifications économiques tendent à être sous-estimés dans les explications classiques. Les facteurs non-géologiques constituaient clairement un problème majeur en termes d'insuffisance chronique des investissements et de dégradation des infrastructures de production qui en résultait. Un tableau équilibré doit donc reconnaître que les vastes réserves du Venezuela sont beaucoup plus chères et difficiles à mettre sur le marché que le pétrole conventionnel standard, et que les circonstances économiques très spécifiques du Venezuela après des décennies d'austérité inefficace du FMI ont placé le pays dans une position extrêmement fragile pour maintenir sa production pétrolière en marche.

Depuis 2008, la production de pétrole a diminué de plus de 350 000 barils par jour, et de plus de 800 000 barils par jour depuis le sommet atteint en 1997. Cela a entraîné l'effondrement des exportations nettes de plus de 1,1 million de barils par jour depuis 1998. Entre-temps, pour soutenir le raffinage du pétrole lourd, le Venezuela a de plus en plus importé du pétrole léger pour le mélanger au pétrole lourd ainsi que pour la consommation intérieure. Actuellement, seule la production de pétrole extra-lourd dans la ceinture pétrolière de l'Orénoque a pu augmenter, tandis que la production de pétrole classique continue de décliner rapidement. Malgré d'importantes réserves prouvées de pétrole classique, celles-ci nécessitent encore des techniques de récupération assistée plus coûteuses et des investissements dans l'infrastructure—qui ne sont pas disponibles. Mais les marges bénéficiaires des exportations de brut extra-lourd sont beaucoup plus faibles en raison des coûts plus élevés du mélange, de la valorisation et du transport, ainsi que des rabais importants sur les marchés internationaux du raffinage. En résumé, le professeur Francisco Monaldi, expert de l'industrie pétrolière au Centre pour l'énergie et l'environnement de l'IESA au Venezuela, conclut : “La production de pétrole au Venezuela est composée de pétrole de plus en plus lourd et donc moins rentable, la production exploitée par PDVSA diminue plus rapidement et la production qui génère des flux de trésorerie représente presque la moitié de la production totale. Ces tendances étaient assez problématiques au plus fort des prix du pétrole, mais avec la chute des prix, elles deviennent beaucoup plus aiguës.”

La folie de la croissance sans fin

Malheureusement, à l'instar de ses prédécesseurs, Chavez n'a pas apprécié la complexité de l'industrie pétrolière, et encore moins les aspects biophysiques de son économie. Au contraire, il l'a vu de façon simpliste à travers la lunette à court terme de sa propre expérience idéologique socialiste.

De 1998 jusqu'à sa mort en 2013, l'application par Chavez de ce qu'il a appelé le “ socialisme “ à l'industrie pétrolière a permis de réduire la pauvreté de 55 à 34 %, a aidé 1,5 million d'adultes à s'alphabétiser et a fourni des soins de santé à 70 % de la population avec des médecins cubains. Tous ces progrès apparents ont été rendus possibles grâce aux recettes pétrolières. Mais c'était une chimère insoutenable.

Au lieu d'investir les recettes pétrolières dans la production, Chavez les a dépensées dans ses programmes sociaux à l'apogée de la flambée des prix du pétrole, sans penser à l'industrie dont il les tirait—et dans l'idée erronée que les prix resteraient élevés. Au moment où les prix se sont effondrés en raison du passage mondial à un pétrole difficile décrit plus haut—réduisant les recettes de l'État vénézuélien (dont 96% proviennent du pétrole)—Chavez n'avait plus de réserves de devises sur lesquelles s'appuyer.

Chavez avait ainsi dramatiquement aggravé l'héritage des problèmes qu'il lui restait à régler. Il répétait la même erreur commise par l'Occident avant 2008, poursuivant sur la voie du “ progrès “ fondé sur une consommation non durable des ressources, alimentée par la dette, et appelée à s'effondrer.

Lorsqu'il n'a plus eu l'argent du pétrole, il a donc fait ce que les gouvernements du monde entier ont fait après le krach financier de 2008 par le biais de l'assouplissement quantitatif : il a simplement imprimé de l'argent.

L'effet immédiat a été d'augmenter l'inflation. Il a simultanément fixé le taux de change au dollar, relevé le salaire minimum, tout en forçant les prix des produits de base comme le pain à rester bas. Cela a bien sûr transformé les entreprises qui vendent de tels produits de base ou qui participent à chaque chaîne de leur production en entreprises non rentables, qui n'ont plus les moyens de payer leurs propres employés en raison de l'hémorragie des niveaux de revenu. Pendant ce temps, il a réduit les subventions aux agriculteurs et à d'autres industries, tout en leur imposant des quotas pour maintenir la production. Au lieu de produire le résultat souhaité, de nombreuses entreprises ont fini par vendre leurs marchandises sur le marché noir dans l'espoir de réaliser un profit.

Alors que la crise économique s'aggravait et que la production pétrolière déclinait, Chavez a mis ses espoirs dans la transformation potentielle qui pourrait être amorcée par des investissements massifs de l'État dans un nouveau type d'économie fondée sur des industries nationalisées, autogérées ou coopératives. Ces investissements, eux aussi, ont eu peu de résultats.

Dr Asa Cusack, spécialiste du Venezuela à la London School of Economics, souligne que " même si le nombre de coopératives a explosé, dans la pratique, elles étaient souvent aussi inefficaces, corrompues, népotiques et opportunistes que le secteur privé qu'elles étaient censées remplacer ".

Dans le même temps, ses réserves monétaires étant épuisées, le gouvernement a dû réduire ses importations de plus de 65 % depuis 2012, tout en réduisant simultanément ses dépenses sociales à un niveau encore plus bas que celui qu'il avait atteint dans le cadre des réformes d'austérité du FMI dans les années 90. Le " socialisme " du Chavistan, motivé par la crise, a commencé par des dépenses sociales insoutenables et est maintenant passé à des niveaux catastrophiques d'austérité qui font paraître le néolibéralisme timide.

Dans ce contexte, la montée du marché noir et du crime organisé, exploités tant par le gouvernement que par l'opposition, est devenue un mode de vie alors que l'économie, la production alimentaire, les soins de santé et les infrastructures de base s'effondraient à une vitesse et une férocité effrayantes.

Le climat s'invite

Au milieu de cette tempête parfaite, le caractère sauvage des impacts climatiques a poussé le Venezuela à la limite, accélérant une spirale de crises déjà vertigineuse. En mars 2018, en raison de l'hyperinflation et de la récession, le gouvernement a imposé le rationnement de l'électricité dans six États de l'ouest. Dans l'état de San Cristobal, les habitants ont signalé des périodes de 14 heures sans électricité après que les niveaux d'eau des réservoirs utilisés pour les centrales hydroélectriques ont été réduits en raison de la sécheresse. Une crise similaire avait éclaté deux ans plus tôt lorsque les niveaux d'eau derrière le barrage de Guri, qui fournit bien plus de la moitié de l'électricité du pays, avaient atteint des niveaux record bas.

Le Venezuela produit environ 65 % de son électricité à partir de l'hydroélectricité, afin de laisser le plus de pétrole possible disponible pour l'exportation. Mais cela a rendu l'approvisionnement en électricité de plus en plus vulnérable aux sécheresses induites par les impacts du changement climatique.

Il est bien connu que l'oscillation australe d'El-Nino, la plus grande fluctuation du système climatique terrestre comprenant un cycle de températures chaudes et froides à la surface de la mer dans l'océan Pacifique tropical, augmente en fréquence et en intensité du fait du changement climatique. Une nouvelle étude sur l'impact du changement climatique au Venezuela révèle qu'entre 1950 et 2004, 12 des 15 événements El-Nino ont coïncidé avec des années au cours desquelles le " débit annuel moyen " de l'eau du bassin du fleuve Caroni, affectant le réservoir du Guri et l'énergie hydroélectrique, était " inférieur à la moyenne historique ".

De 2013 à 2016, l'intensification du cycle El-Nino a fait qu'il y a eu peu de pluie au Venezuela, ce qui a abouti à un déficit paralysant en 2015. Il s'agissait de la pire sécheresse depuis près d'un demi-siècle dans le pays, ce qui a mis à rude épreuve le réseau énergétique vieillissant et mal géré du pays, entraînant des pannes de courant.

Selon le professeur Juan Carlos Sanchez, co-récepteur du prix Nobel de la paix 2007 pour son travail avec le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), ces tendances se détérioreront considérablement dans un scénario de statu quo. De vastes zones des États vénézuéliens qui manquent déjà d'eau, comme Falcon, Sucre, Lara et Zulia, y compris le nord de la péninsule de Guajira, vont subir une désertification. La dégradation des terres et la diminution des précipitations dévasteraient la production de maïs, de haricots noirs et de bananes plantains dans la majeure partie du pays. M. Sanchez

prévoit que certaines régions du pays recevront 25 % moins d'eau qu'aujourd'hui. Et cela signifie encore moins d'électricité. Au milieu du siècle, les modèles climatiques indiquent une diminution globale de 18% des précipitations dans le bassin du fleuve Caroni qui mène au barrage Guri.

Malheureusement, aucun gouvernement vénézuélien n'a jamais pris au sérieux ses engagements climatiques, préférant intensifier autant que possible sa production de pétrole, et même intensifier la pratique torchage du gaz, gros émetteur de CO2. Dans le même temps, l'escalade des changements climatiques devrait exacerber les coupures d'électricité, l'effondrement des infrastructures et la crise agricole au Venezuela.

Guerre économique

La convergence de la crise qui se déroule au Venezuela nous donne un aperçu sur ce qui peut se passer quand un avenir post-pétrolier vous est imposé. Avec l'amenuisement de l'approvisionnement énergétique intérieur, la capacité de l'État à fonctionner recule sans précédent, ouvrant la voie à la faillite de l'État. A mesure que l'État s'effondre, de nouveaux centres de pouvoir plus petits émergent, se disputant le contrôle des ressources déclinantes.

Dans ce contexte, les informations faisant état d'un trafic alimentaire en tant que mécanisme de " guerre économique " sont réelles, mais elles ne sont pas exclusives à l'un ou l'autre parti politique. Tous les cotés ont été incitées à vendre des produits en masse sur le marché noir en conséquence directe de l'effondrement de l'économie, du contrôle limitant des prix par le gouvernement et des prix spéculatifs extrêmes.

Les médias publics vénézuéliens ont mis en évidence des cas où des entreprises privées engagées dans la thésaurisation ont des liens étroits avec l'opposition. En réponse, le gouvernement s'est approprié de vastes actifs, des terres agricoles, des boulangeries et d'autres entreprises, mais il n'a pas réussi à augmenter la production.

D'autre part, Katuska Rodriguez, journaliste chargée d'enquêter sur les pénuries à El Nacional, un journal pro-opposition, a déclaré qu'il y a peu de preuves claires que la thésaurisation soit le résultat d'une " guerre économique " des élites économiques capitalistes contre le gouvernement. Bien que réelle, a-t-elle expliqué, la thésaurisation est en grande partie motivée par des intérêts commerciaux de survie.

Et pourtant, il y a de plus en plus de preuves que le gouvernement Maduro est complice non seulement de thésaurisation, mais aussi de détournements massifs de fonds publics. Le sociologue Chris Carlson du City University of New York Graduate Center souligne qu'un certain nombre d'anciens hauts fonctionnaires du gouvernement Chaviste sont venus confirmer à quel point les élites puissantes du gouvernement ont exploité la crise pour en tirer d'énormes profits. "Un gang a été créé qui ne s'intéressait qu'à mettre la main sur les recettes pétrolières ", a déclaré Hector Navarro, ancien ministre Chaviste et chef du parti socialiste. De même, l'ancien ministre des Finances de Chavez, Jorge Giordani, a estimé que quelque 300 milliards de dollars avaient été détournés de cette façon.

Et pourtant, la véritable guerre économique ne se déroule pas vraiment au Venezuela. Elle a été menée par les Etats-Unis contre le Venezuela, à travers un régime de sanctions draconien qui a exacerbé l'arc de l'effondrement. Francisco Rodriguez, économiste en chef chez Torino Economics à New York, souligne qu'une baisse importante de la production vénézuélienne s'est produite précisément "au moment où les Etats-Unis ont décidé d'imposer des sanctions financières au Venezuela".

Il soutient que : "Les partisans de sanctions à l'encontre du Venezuela affirment que ces sanctions visent le régime Maduro mais n'affectent pas le peuple vénézuélien. Si le régime de sanctions peut être lié à la détérioration de la capacité d'exportation du pays et à l'effondrement des importations et de la croissance qui en résulte, alors cette affirmation est manifestement fausse. Rodriguez rassemble toute une série de preuves suggérant que cela pourrait bien être le cas.

D'autres ayant une expertise directe sont allés plus loin. L'ancien rapporteur spécial de l'ONU au Venezuela, Alfred de Zayas, qui a terminé son mandat à l'ONU en mars 2018, a critiqué les Etats-Unis pour s'être engagés dans une "guerre économique" contre le Venezuela. Lors de sa mission d'enquête dans le pays fin 2017, il a confirmé le rôle de la dépendance excessive à l'égard du pétrole, de la mauvaise gouvernance et de la corruption, mais a blâmé les sanctions américaines, européennes et canadiennes pour avoir aggravé la crise économique et "tué" des Vénézuéliens.

Les objectifs américains sont assez transparents. Dans une interview accordée à FOX News, qui a été complètement ignorée par la presse, John Bolton, conseiller à la sécurité nationale de Trump, a expliqué le centre de l'attention américaine : "Nous regardons les actifs pétroliers. C'est la source de revenu la plus importante pour le gouvernement du Venezuela. Nous cherchons ce qu'il faut faire." Il a continué : "...]

nous sommes en pourparlers avec de grandes sociétés américaines... Je pense que nous essayons d'obtenir le même résultat final ici... Cela fera une grande différence pour les États-Unis sur le plan économique si les sociétés pétrolières américaines peuvent vraiment investir et produire du pétrole au Venezuela.

La prochaine crise pétrolière

Il n'est pas tout à fait surprenant que Bolton soit particulièrement enthousiaste aujourd'hui à l'idée d'étendre les entreprises énergétiques américaines au Venezuela.

Les sociétés d'exploration et de production nord-américaines ont vu leur dette nette passer de 50 milliards de dollars en 2005 à près de 200 milliards de dollars en 2015. "L'industrie[de fracturation] ne fait pas d'argent... C'est une situation financière beaucoup plus précaire que la plupart des gens ne le pensent", a déclaré M. McLean, qui vient d'écrire le livre *Saudi America : La vérité sur la fracturation et comment elle change le monde*. En effet, il y a un large fossé entre les affirmations de l'industrie pétrolière concernant les possibilités de profit et ce qui se passe réellement dans ces sociétés : "Quand vous regardez les présentations des compagnies pétrolières, il y a quelque chose qui n'a pas de sens parce qu'elles montrent à leurs investisseurs ces belles planches d'investisseurs avec de magnifiques diapositives indiquant qu'elles vont produire un taux de rendement interne de 80 ou 60 %." Et puis vous allez au niveau de l'entreprise et vous voyez que l'entreprise ne fait pas d'argent, et vous vous demandez ce qui s'est passé entre le point A et le point B."

Bref, l'argent de la dette bon marché a permis à l'industrie de se développer, mais la question de savoir combien de temps cela peut durer demeure ouverte. "L'un des buts de mon livre était simplement de faire prendre conscience aux gens qu'à l'heure où nous atteignons l'indépendance énergétique américaine, pensons à certains des fondements de cette[industrie] et à son insécurité réelle, de sorte que nous planifions aussi l'avenir d'autres manières", ajoute McLean.

En fait, la production américaine de pétrole et de gaz de schistes devrait atteindre son apogée dans une dizaine d'années—ou dans quatre ans à peine. Il n'y a pas que les États-Unis. L'Europe en tant que continent est déjà bien avancée dans la phase post-pic, et les responsables du ministère russe du pétrole s'attendent à un pic imminent dans les prochaines années. A mesure que la Chine, l'Inde et d'autres puissances asiatiques connaîtront une nouvelle croissance de la demande, tout le monde recherchera de plus en plus un approvisionnement énergétique viable, que ce soit au Moyen-Orient ou en Amérique latine. Mais ce ne sera pas bon marché, ni facile. Et ce ne sera pas sain pour la planète.

Quelles que soient les causes ultimes, l'effroyable effondrement du Venezuela laisse entrevoir un avenir possible pour les principaux producteurs de pétrole d'aujourd'hui, y compris les États-Unis. Les États-Unis connaissent une reprise de leur industrie pétrolière, mais sa durée de vie et sa durabilité sont des questions délicates que peu d'experts osent poser, à l'exception d'un petit nombre de courageux, comme McLean.

Cela ne signifie pas nécessairement que la production de pétrole s'arrêtera lentement. Au fur et à mesure que les limites de production sont atteintes à l'aide des techniques actuelles, de nouvelles techniques pourraient être mises en œuvre pour tenter d'exploiter de vastes réserves de ressources plus difficiles. Toutefois, quelles que soient les innovations techniques qui émergent, il est peu probable qu'elles permettent d'éviter l'augmentation des coûts d'extraction, de raffinage et de traitement avant de mettre les combustibles fossiles sur le marché. Et cela signifie que l'énergie excédentaire disponible à consacrer à la fourniture de biens publics familiers aux sociétés de consommation industrielles modernes deviendra de plus en plus petite.

Alors que nous entrons dans une ère post-carbone, nous devons adapter notre nouvelle pensée économique et restructurer nos modes de vie de fond en comble.

Actuellement, le peuple vénézuélien est enfermé dans un cercle vicieux de systèmes humains bancals qui s'effondrent en de violents combats internes, induite par la crise sous jacente du système terrestre. Il n'est pas encore trop tard pour que le reste du monde en tire une leçon. Nous pouvons soit être entraînés dans un monde de l'après pétrole violent et douloureux, soit nous retrousser les manches et y aller de manière volontaire. C'est vraiment à nous de décider. Le Venezuela devrait servir de signal d'alarme de ce qu'il peut arriver lorsque nous enfouissons notre tête dans le sable (pétroliers).

Nafeez Ahmed

(publié par J-Pierre Dieterlen)